

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE
Bureau des procédures environnementales

N° 20130679

ARRÊTE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

*Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite*

Vu le livre V du code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-8 et R. 512-39-1 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral 2007-139 du 30 novembre 2007 autorisant la société PIMEST ANTICORROSION à poursuivre l'exploitation d'une unité de revêtement par peinture, métallisation de tôles et profilés métalliques sur le territoire de la commune de LONGLAVILLE ;

Vu le jugement du tribunal de commerce de BRIEY du 18 juillet 2013 prononçant la liquidation judiciaire de la société PIMEST ANTICORROSION et désignant Maître Patrick MAROCCOU en tant que mandataire liquidateur ;

Vu la notification du 25 juillet 2013 adressée par Maître MAROCCOU au préfet de Meurthe-et-Moselle de la cessation définitive de l'activité de la société PIMEST ANTICORROSION à LONGLAVILLE ;

Vu les constatations faites par l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine le 15 octobre 2014 lors de la visite de contrôle du site de la société PIMEST ANTICORROSION à LONGLAVILLE, et consignées dans son rapport PP/AN/NW/725/2014 du 19 décembre 2014 ;

Considérant la présence de nombreux produits et déchets dangereux abandonnés sur le site de la société PIMEST ANTICORROSION à LONGLAVILLE, présentant des risques de pollution et d'incendie, l'absence d'une clôture efficace pour empêcher l'accès à ce site sur tout son pourtour, et l'existence d'une aire de campement des gens du voyage au voisinage immédiat du site, situation pour créer un risque pour la sécurité de ces personnes ;

Considérant que Maître MAROCCOU, responsable du site de LONGLAVILLE en tant que mandataire liquidateur de la société PIMEST ANTICORROSION, n'a pas pris les mesures pour en assurer la mise en sécurité ;

Considérant que Maître MAROCCOU, responsable du site de LONGLAVILLE en tant que mandataire liquidateur de la société PIMEST ANTICORROSION, n'a pas placé le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3 de ce code ;

Considérant les dangers et inconvénients générés par le non-respect des dispositions précitées pour la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

../...

ARRETE

Article 1^{er} : Mise en sécurité du site des installations classées arrêtées définitivement

La société PIMEST ANTICORROSION représentée par Maître Patrick MAROCCOU, basé au 10 rue du Maréchal Lyautey à BRIEY, en tant que son mandataire liquidateur, est mise en demeure de se conformer aux dispositions du II de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement en mettant en sécurité son site industriel de LONGLAVILLE, **dans le délai maximal d'un mois à compter de la date de notification de la présente injonction.**

Pour ce faire, le responsable du site prendra les mesures nécessaires pour assurer :

- 1° l'évacuation des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site,
- 2° les interdictions d'accès au site,
- 3° la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
- 4° la surveillance des effets du site sur son environnement.

Dans le même délai, le responsable du site PIMEST ANTICORROSION à LONGLAVILLE, désigné au présent article, adressera au Préfet et à l'inspection des installations classées les éléments (bordereaux de suivi de déchets, photographies...) permettant de justifier du respect de la présente injonction.

Article 2 :

Le responsable du site PIMEST ANTICORROSION à LONGLAVILLE, désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté, est mis en demeure, **dans le délai maximal de deux mois à compter de la date de notification de la présente injonction**, de satisfaire aux dispositions du III de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, à savoir, **placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3 de ce même code.**

Dans le même délai, le responsable du site adressera au Préfet et à l'inspection des installations classées tous les éléments (bordereaux de suivi de déchets, photographies...) permettant de justifier du respect de la présente injonction.

Article 3 :

Faute pour le responsable du site PIMEST ANTICORROSION à LONGLAVILLE, désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté, de se conformer à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, indépendamment d'éventuelles poursuites pénales.

Article 4 : Recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de NANCY. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente mise en demeure a été notifiée.

Article 5 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de BRIEY et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :


- à la société PIMEST ANTICORROSION, représentée par Maître Patrick MAROCCOU

../..

et dont une copie sera adressée au maire de LONGLAVILLE.

NANCY, le 21 JAN. 2015

Le Préfet,


Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

